

LETTRE OUVERTE AUX INGÉS CADRES ET TECHS

6 février changer de cap !

EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2014, la mobilisation devient décisive pour sortir de l'impasse : un chômage qui augmente, un pouvoir d'achat qui baisse et un pays qui s'enfonce dans la crise. Lors de ses vœux, le Président de la République a tourné le dos à ses engagements de changement en cédant aux sirènes du Medef et des marchés financiers. Il propose comme seules perspectives « le sang et les larmes », la rigueur et le transfert vers les ménages et les salariés des cotisations payées par les entreprises.

L'horizon de la France est-il de devenir un pays low cost et de courir après les pays dans lesquels les salaires et la protection sociale sont les plus bas ? Si les entreprises n'embauchent pas, ce n'est pas parce que les salaires sont trop élevés, mais parce que leurs carnets de commande sont vides.

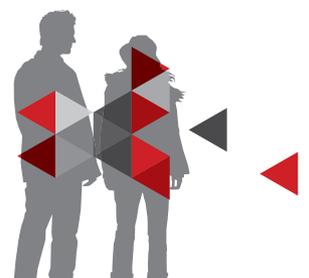
Pour renouer avec le progrès et la croissance, il faut changer de cap et rompre avec la financiarisation, l'austérité, les logiques de court terme et la fuite en avant de la compétitivité coût.

Plutôt que de nous laissez dicter notre avenir par la rentabilité financière, c'est en faisant le pari des qualifications, en investissant dans la recherche, et en redonnant du sens à notre travail que l'on trouvera la voie de la sortie de crise et du progrès...

 [.com/UGICT](https://www.facebook.com/UGICT)

 [@CGTCadresTechs](https://twitter.com/CGTCadresTechs)

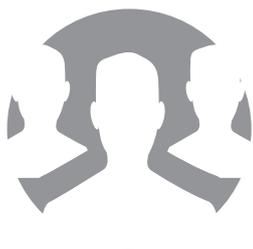
 ugict.cgt.fr



CONSTRUIRE LA MOBILISATION



Reconnaître nos qualifications, augmenter nos salaires et nos retraites, mettre fin aux inégalités femmes/hommes : nos qualifications, plus encore celles des jeunes, ne sont pas reconnues et rémunérées à leur hauteur. Quand on sait que le salaire moyen d'embauche d'un jeune thésard est de 1200€ net, que les femmes gagnent en moyenne 27 % de moins que les hommes, on comprend pourquoi certains vont travailler ailleurs. L'UGICT propose qu'en plus du SMIC, la loi impose un salaire minimum en fonction de la qualification, d'un montant de 1.8 SMIC pour le niveau Licence, 2 SMIC pour le niveau Master et 2.3 pour le Doctorat.



Laissez-nous bien travailler ! Nous sommes chaque jour pressurisés par des objectifs de court terme, souvent à l'opposé de notre éthique professionnelle. Le temps de travail des cadres augmente régulièrement et ce sont désormais 12 % des salariés qui sont au forfait jours, sans aucune référence horaire. Nous proposons un autre mode de management, basé sur des dynamiques collectives de long terme, reconnaissant notre rôle contributif afin de bien exercer notre métier dans le respect de la durée légale de travail.



Adopter un plan de relance à l'échelle nationale et Européenne. La rigueur qui nous est imposée nous enfonce dans la crise. Avec la Confédération Européenne des Syndicats, la CGT propose d'adopter un plan de relance au service des investissements d'avenir, des services publics et des infrastructures. D'un montant de 2 % du PIB européen ce plan permettra de créer 11 millions de nouveaux emplois en Europe.



Investir dans l'emploi qualifié, l'industrie et la recherche. Nos entreprises sont mises en danger par la finance et les actionnaires qui exigent une rentabilité toujours plus importante au détriment de l'investissement, de la recherche et de l'emploi. Pour imposer des stratégies de long terme, il est nécessaire de réorienter le crédit des banques et de taxer la spéculation financière, les dividendes et les retraites chapeau. Les salariés doivent disposer de nouveaux droits : droit prioritaire de reprise en cas de cession d'entreprise, droit de veto suspensif sur les plans sociaux... Les 200 milliards d'aides publiques accordées chaque année aux entreprises doivent être conditionnées à des objectifs d'emploi, de salaires et d'investissements, pour développer notre outil productif.



Une réforme fiscale pour renforcer la justice sociale et les politiques publiques et remettre à plat les impôts et taxes qui s'accumulent sans justice ni cohérence. La CGT propose la baisse de la TVA et de la fiscalité locale, ainsi qu'une réhabilitation de l'impôt sur le revenu assurant une vraie progressivité de l'impôt. Nos impôts doivent servir à financer des services publics de haut niveau. Investir dans l'éducation et la recherche, la santé et les infrastructures de manière générale c'est le meilleur moyen de préparer la France de demain.

Pour ouvrir d'autres perspectives, pour faire entendre ces propositions et construire la France de demain, la mobilisation des salariés est indispensable. Nous appelons l'ensemble des Ingénieurs, Cadres et Techniciens à se mobiliser le 6 février 2014 avec l'ensemble des salariés pour défendre nos emplois, nos salaires et notre protection sociale.

